

ÉDITO

Succès de la nouvelle diplomatie saoudienne

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Beaucoup d'observateurs s'interrogent – à juste titre – sur les raisons, l'ampleur et les suites éventuelles de l'accord irano-saoudien rétablissant les relations diplomatiques entre les deux pays.

Les plus optimistes soulignent le bénéfice que tirerait le Moyen-Orient d'un apaisement des tensions entre le royaume et la république islamique: la fin du conflit au Yémen, la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue Arabe dans le cadre d'une solution politique à Damas, le dénouement de la crise libanaise, une stabilisation de l'Irak etc...

Nous n'en sommes évidemment pas là et il convient d'abord d'avoir une juste appréciation des raisons qui ont permis l'accord irano-saoudien et des perspectives ouvertes par ce dernier :

- L'Arabie Saoudite ne veut pas d'un conflit dans le Golfe, qui compliquerait la mise en œuvre de sa « Vision 2030 ». Consciente de ses vulnérabilités, elle n'est donc pas favorable à une action militaire contre l'Iran ;

- Riyad a une relation fraîche avec l'administration Biden, qui ne facilite pas l'obtention des garanties de sécurité souhaitées de Washington ;

- La politique agressive du gouvernement israélien dans les territoires palestiniens interdit tout nouveau rapprochement du royaume avec Tel Aviv. En témoigne l'annulation de la visite d'Elie Cohen à Riyad le 19 mars dernier ;



- L'Arabie Saoudite se veut « neutre » dans la guerre en Ukraine car elle entend ménager ses grands partenaires: les Etats-Unis (partenaire sécuritaire et économique) et la Russie (coopération pétrolière dans le cadre de l'OPEP +) ;

- En revanche, la Chine est aujourd'hui le premier partenaire économique du royaume et il est clair que les ventes de pétrole saoudien se concentreront de plus en plus en Asie. En outre, Pékin dispose de capacités technologiques intéressantes et ne fait aucune pression – pour cause – sur la question des droits de l'Homme. La Chine devient en réalité un partenaire aussi politique ;

- L'Iran est affaibli économiquement et politiquement, avec une crise sociale grave. Il a

donc intérêt à calmer le jeu – en tout cas temporairement et sans renoncer à ses ambitions régionales – à la fois pour rompre avec son image de pays menaçant et pour ne pas perturber la succession du Guide.

Toutes ces raisons expliquent l'accord intervenu entre Riyad et Téhéran, avec en outre la volonté chinoise d'apparaître comme un pays « promoteur de paix » sur la scène internationale. Le cadeau politique fait à Pékin permet ainsi à Riyad de marquer son autonomie par rapport à Washington et aux Occidentaux en général.



Cela signifie-t-il pour autant que l'accord irano-saoudien ouvre une ère nouvelle dans les relations entre les deux pays ?

La rencontre – dans les deux mois – des ministres des Affaires étrangères donnera une première indication de la nouvelle atmosphère entre les rivaux du Golfe. Outre la réouverture des ambassades dans les deux capitales, on peut s'attendre à ce que les discussions entre les services de sécurité permettent d'avancer sur des mesures de confiance prévues par l'accord de sécurité de 2001 (resté jusqu'ici lettre morte) : en particulier, un arrêt des émissions critiques de part et d'autre et des soutiens aux opposants de chacune des parties, mais aussi sans doute un meilleur contrôle du trafic de drogue (qui est une vraie préoccupation des Saoudiens).

La mise en œuvre de l'accord général de coopération économique de mai 1998 risque quant à lui de prendre plus de temps, malgré l'intention exprimée par le ministre saoudien des Finances d'inves-

tir en Iran, ne fut-ce que parce que les autorités de Riyad souhaitent en priorité attirer des investissements chez eux pour réaliser les grands projets de leur « Vision 2030 ».

En outre, la méfiance entre les deux capitales ne disparaîtra pas du jour au lendemain et chacun attend de l'autre qu'il fasse le premier pas. Pour les Saoudiens, l'engagement dans l'accord de « non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats » signifie que l'Iran devrait renoncer au caractère révolutionnaire de son régime et à sa politique d'influence – via les milices chiites – au Moyen Orient, ce que Téhéran n'est certainement pas prêt à envisager. En particulier, l'Iran ne semble pas vouloir se dessaisir de sa carte yéménite (de soutien aux Houthis) sans contrepartie, car il sait que les Saoudiens considèrent le règlement de ce conflit comme une priorité.

Il faut donc s'attendre à ce que le réchauffement des relations soit conditionnel et par étapes. Et cela d'autant plus que la nouvelle donne est en réalité confortable pour le gouvernement saoudien :

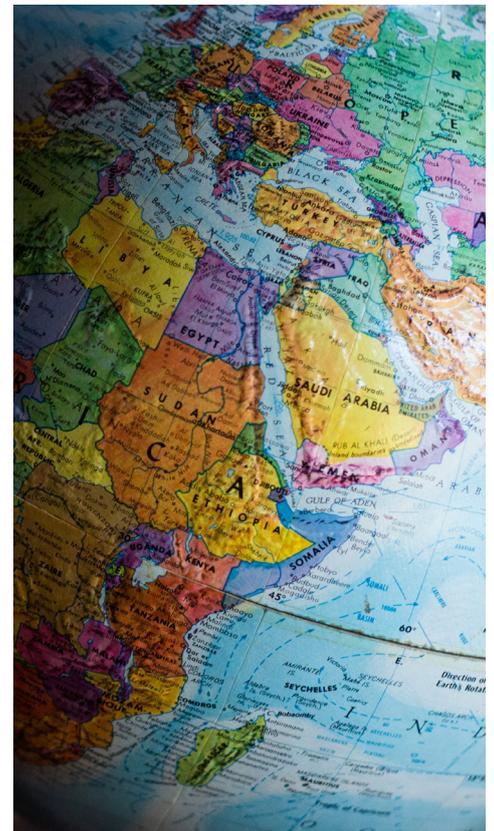
- Il est aujourd'hui « chouchouté » tant par les Etats-Unis et Israël que par la Chine et la Russie, qui cherchent tous à garder ou à attirer le royaume dans leur camp. Sa politique de « neutralité » entre Washington et Pékin/Moscou est donc payante.

- Un apaisement temporaire des tensions au Moyen-Orient permet à Riyad de se consacrer pleinement au développement économique du royaume dans le cadre de la « Vision 2030 ». Il devrait inciter les investisseurs internationaux à s'intéresser plus aux grands projets saoudiens, qui sont désormais mis en œuvre grâce au cours élevé du pétrole.

- L'Arabie peut en outre jouer les médiateurs entre la Russie et l'Ukraine (échange de prisonniers) et attendre l'issue du conflit sans trop subir les pressions occidentales ; conditionner clairement tout nouveau rapprochement avec Israël à un geste envers les Palestiniens ; satisfaire à peu de frais Pékin dans son ambition de jouer un rôle politique au Moyen Orient ; et envisager de rejoindre les BRICS.

Bref, comme l'a dit publiquement le ministre saoudien des Affaires étrangères, le royaume « agira selon ses intérêts » et « regardera à l'Ouest et à l'Est ». Ce message reflète la nouvelle assurance de l'Arabie Saoudite dont la diplomatie connaît un succès certain.

S'agissant de l'accord irano-saoudien, Riyad demeure prudent, voire sceptique, sur la volonté du régime iranien d'établir une véritable relation de confiance entre les deux pays ; mais avec leur pragmatisme habituel, les Saoudiens répondront à tout geste concret de Téhéran, si il y en a ●



REGARD D'EXPERT

What do we mean by failed States?

Publié par **The Ambassador Partnership** le 2 Mars 2023

Par **James Watt**



James Watt CVO served as British Ambassador to Egypt, to Jordan and to Lebanon. He has dealt with the major issues and conflicts affecting West Asia and the Arab world and has extensive commercial experience in those markets.

ESL & Network et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques (www.ambassadorllp.com).

In January, the Atlantic Council published its annual global forecast. As one part of this, 46% of the 167 experts polled predicted that Russia would "fail or break up" within ten years. Leaving aside for now the prediction itself, and the self-evident concept of breaking up, what are we meant to understand here by "fail"?

This first begs the question of what States are expected to succeed in doing. The standard Western liberal response would be to emphasise the welfare and happiness of citizens, enjoying a maxi-



imum of rights and freedoms in a secure environment. But for other political cultures the strength and survival of the State itself is fundamental: individual liberties or rights are entirely secondary. This can earn instinctive support from citizens fearful of predatory foreign powers, or of cultural threats seen as existential. In the major case of China, the historical memory of both foreign invasion and internal chaos has long resulted in societal acceptance of a strong authoritarian State. That may be changing, but the model is recognisable.

The great majority of the 195 members of the United Nations today were born late to statehood, at least in their present form. Long histories preceded their co-option into the originating European system of sovereign States, itself the product of the Peace of Westphalia which in 1648 ended the devastating Thirty-Years War. Sovereignty remains the foundation-stone of the State system, enshrined in international law, and fiercely defended. Only the limited pooling of sovereignty by the States of the European Union points the way to a future capable of evolution.

The truest form of State failure is thus the loss of sovereign existence, a fate promised by President Putin to Ukraine. By this exacting standard, all other kinds of failure are relative.

Short of extinction, States can fail in two main ways, and in each case partially.

One is in relation to each other and to the State system itself: they are expected to uphold the laws and norms of inter-state relations by avoiding conflict, respecting agreements and treaty obligations, cooperating in global endeavours such as combatting climate change, and generally in behaving responsibly. This becomes increasingly important as collective risks multiply. Climate change is the main one. And in the global management of pandemics, for example, the world cannot afford to leave a population unprotected and potentially generating new (or returning) forms of pathogen. Groups threatening international terrorism thrive in ungoverned spaces (Afghanistan leading up to 2001). In the matter of forced migration the receiving States look to States of origin to counter it by upholding minimum standards of competence and responsibility.

The other main way of States failing is in relation to the safety, well-being and prosperity of their citizens. In the post-war world, this aspect has been extensively developed, notably in the human rights standards codified in an array of UN Conventions and Declarations.

Increasingly in recent years, authoritarian leaders and regimes have sought to render these standards inoperative. Yet their fundamental importance remains. Many would hold that the attack on the primacy of human rights leads sooner or later to economic underperformance and political revolt, both of which signify relative State failure.

It follows that social justice can be one of the main measures of whether a State is succeeding or failing. It is indeed fundamental measure, as without it violence, repression and unrealised potential, both human and economic, are likely to follow. A well-established survey for evaluating social justice, broadly conceived, is the annual UNDP Human Development Reports (the latest takes the leitmotif of 2022: systemic uncertainty). Another measure, the Fragile States Index, is published by the US think tank, Fund for Peace.

But other factors too are involved in the strength of a State. A strong popular sense of historic nationhood is one: this was clear when the Egyptians defied the Islamist attempt in 2011-13 to sweep away the secular State in favour of a chaotic pan-Islamist Umma. Another factor is sheer hard power, and the ability to deter enemies: North Korea would come top of this list, though bottom on every other reading. Of more ambiguous value is a State's power to repress its citizens with impunity (Iran and Russia are currently trending).

Faced with these choices of measure, the notion of a failed state emerges as problematic, capable of many interpretations. The failings of actual states are easier to understand. Some have started life as grimly dysfunctional and have never progressed: take Equatorial Guinea, the fief of a brutal and corrupt ruling family since independence from Spain in 1968. Myanmar, inheriting a contested identity as a nation state on independence in 1948, has been the victim of the no less brutal and corrupt Tatmadaw since 1962, with only an interlude of limited democratic rule in 2015-21.

Others started better but are now in deep trouble: Haiti, for all its distinguished origins in 1804 as the second republic founded in the Western hemisphere, and the first to abolish slavery, is currently an ungovernable, gangster-ruled zone of chaos. Yemen, which barely enjoyed stable statehood following its unification in 1990, began to fail sharply with the Houthi coup against the national government in 2015, drawing in foreign military actors. The conflict has left the country destroyed and millions dependent on long-term humanitarian assistance.

Civil conflict is a major factor in state failure, as are the effects of external actors intervening in them with force. Lebanon is the archetype of latent divisions being ruthlessly exploited by a variety of outside powers over the past half-century, starting with Syria and Israel, and now for the most part by Iran. One of its main predators, Syria, has since the uprising of its citizens in 2011 suffered a similar fate: the country is utterly impoverished, half its population is displaced internally or driven abroad; the regime is reviled by the world, is not in control of a large portion of national territory, and depends for its survival on the military force of Iran, Russia and Hizbullah. The theme of Iran occurs again in Syria's neighbour, Iraq, which has both the history and the potential to be an effective and prosperous nation state, but is systematically undermined by Iranian manipulation and factional rivalry. Its descent towards failure was precipitated by the astoundingly ill-conceived Western military intervention of 2003 and its mismanaged sequel. And yet in none of these cases is sovereignty contested, and the world's instinct is to preserve the principle of sovereignty come what may.

The effects of religiously-branded insurgencies also contribute to prolonged state failure, as we see in the stark example of Afghanistan, and in parts of Africa: Somalia and Mali stand out. The powerful call of religious identity also shapes the refusal by Israel to countenance the formation of the Palestinian state envisaged by the UN Partition Plan of 1947, and universally regarded as the right of the Palestinian people. That conflict is currently worsening, and its very persistence is as much a vulnerability for Israel as it is a denial of essential state-based rights. For all this, Israel's own sovereignty within its recognised borders is not challenged.

Chronic conflict, with no path to resolution in sight, is today the condition of a significant number of states. Outside interventions are driven by geo-political calculations and by greed, the unending conflict in the eastern DRC being a prime example. Corruption has become the leading contributor to state failure, encouraged by an international financial system which, despite anti-money laundering initiatives by Western countries,

allows abusive elites to hoard their wealth in complaisant financial jurisdictions, and to use it to maintain their control. Another factor favouring repressive regimes is the surveillance technology that allows them to suppress opposition and control public messaging. In both these crippling adverse conditions the private sector in the Global North is deeply implicated. And the distortions of the global capitalist economy condemn many struggling States to remain poor.

We seem to be witnessing a widening decline of governance, and of the ability of States to cope with their internal challenges. To single out failing States, of one degree or another, simply as regrettable anomalies would be dishonest without recognising the deterioration of the global order constructed since 1945. To return to the question of Russia: its part in that deterioration is clear, and it cannot escape the consequences of its own choices. But a "failing" Russia is not in itself a meaningful description. Russia failing the world, on the other hand, is ●



REGARD D'EXPERT

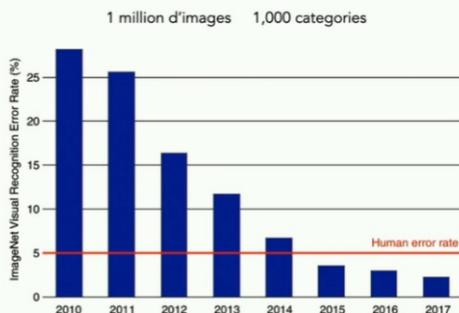
L'intelligence artificielle peut-elle nous aider à mieux comprendre l'Univers ?

Par Aurélien Bacot

Diplômé de Sciences Po Lille et de l'Ecole Européenne d'Intelligence Economique, Aurélien a d'abord été consultant au sein d'un cabinet spécialisé dans l'accompagnement de projets innovants. Il a par la suite travaillé plusieurs années dans le secteur de l'Intelligence Economique avant de rejoindre Antidox en 2021 au sein de l'équipe de veilleurs et analystes numérique.

Il est de bon ton de s'émerveiller devant les prouesses d'exhaustivité et de précision dont Chat GPT se montre capable, mais certaines applications de l'IA – au sens général du terme - ne semblent pas bénéficier de la mise en lumière qu'elles mériteraient au regard de leur potentiel scientifique en plein écosystème. Si les lois qui régissent l'Univers ont été découvertes par le génie humain (Einstein, Friedmann, Lemaître) et l'observation du Cosmos (Hubble) à un époque où les ordinateurs n'existaient pas, de plus en plus d'astrophysiciens sollicitent l'aide du machine learning afin de mieux comprendre un Univers qui n'a pas encore livré tous ces mystères. En 2018, des scientifiques de plusieurs pays ont ainsi fondé le Consortium Aquila, qui promeut l'utilisation des dernières innovations en IA dans le domaine de l'astrophysique. Au-delà de l'effet de mode et des buzzwords (phénomène qu'on peut parfois déplorer autour de l'IA), comment et dans quelle mesure cette dernière peut-elle être un outil précieux pour les astrophysiciens ?

Précisons tout d'abord que les chercheurs n'ont pas attendu l'intelligence artificielle et le machine learning (entendu comme un sous ensemble de l'IA) pour s'aider d'outils techniques de traitement d'images de l'Univers. Depuis les années 1960, les images prises par les télescopes sont en effet analysées par des outils statistiques, mais ceux-ci n'ont connu que des progrès incrémentaux entre les années 1960 et les années 2000. Du fait de l'essor du deep learning, 2012 est apparue comme une année charnière pour le machine learning, avec la multiplication d'initiatives et des succès jusqu'alors sans précédent dans le domaine de l'IA. Cette année-là, le réseau de neurone du projet Google Brain a par exemple « découvert » le concept de chat sans qu'on ne lui ait jamais enseigné, et est donc devenu capable d'identifier l'animal en vidéo. A partir des années 2010, le machine learning n'est donc plus synonyme de mémorisation massive de données par une « machine » et il s'agit désormais pour celle-ci d'« apprendre à apprendre » afin qu'elle puisse développer des stratégies et « raisonner ». Entre 2020 et 2022, l'IA DeepMind a réussi à déterminer avec précision la structure 3D de l'ensemble (200 millions) des protéines connues, ce qui était jusqu'à présent un épineux défi pour les biologistes. Les récents bonds en avant de la technologie en matière d'intelligence artificielle sont susceptibles d'être mis à profit d'autres disciplines scientifiques, comme l'astronomie et l'astrophysique.



Diminution du taux d'erreur de la reconnaissance d'image par des réseaux de neurones. Source : Institut d'Astrophysique de Paris

L'IA apparaît tout d'abord comme un accélérateur potentiel de la recherche en astrophysique sur un plan quantitatif. Les progrès de l'observation de l'Univers ont permis de collecter des quantités astronomiques de données, dont l'exploitation est nécessairement limitée par le temps et les moyens dont disposent les scientifiques. Il faudrait par exemple plus de 50 ans pour analyser « manuellement » les données du département d'astronomie de la seule Université d'État du Nouveau-Mexique. On dispose donc actuellement d'un milliard

d'images de l'Univers, captées par les télescopes terrestres (qui coûtent des centaines de millions d'euros) et spatiaux (qui en coûtent des dizaines de milliards). A quoi bon tous ces investissements et ses efforts si seule une faible portion de données collectées peut être analysée ?

En novembre 2024, le programme Legacy Survey of Space and Time de l'observatoire Vera-C.-Rubin au Chili débutera ses activités. Pendant dix ans, son télescope collectera jusqu'à 500 pétaoctets d'images, c'est-à-dire plus de 50 000 fois la quantité de données collectées par le télescope Hubble sur une même période. Pour les cosmologistes, cette moisson vertigineuse de données pourrait s'avérer particulièrement fructueuse, à condition d'optimiser son traitement en aval. Brice Ménard (astrophysicien enseignant à John Hopkins) explique que les images les plus « belles » de l'Univers sont aussi les plus dures à analyser du fait du fourmillement d'informations à extraire. La richesse de ces images pose ainsi un double enjeu d'exhaustivité et de rapidité de traitement. Dans ce contexte, les réseaux de neurones pourraient donc être l'outil permettant de trouver une ou plusieurs aiguilles dans la botte de foin cosmique.

Evoquons aussi une dimension « qualitative » : outre la capacité de traitement évoquée, la valeur ajoutée du réseau de neurone par rapport à l'humain et la capacité à reconnaître des objets même quand ils sont présents à l'image de manière parcellaire ou fragmentée. En d'autres termes, une IA est capable de repérer des éléments qui seraient passés inaperçus pour l'œil humain. L'image processing (réduction du bruit et hausse de la résolution) permet aussi d'obtenir des images plus exploitables, ce qui facilite par exemple l'identification d'objets et de phénomènes inhabituels et rares. Rappelons que pour décrire une réalité donnée, le cerveau humain est nécessairement limité par son langage, chaque langue présentant ses avantages et limites inhérentes. L'astrophysicien Brice Ménard explique à ce sujet que l'IA pourrait palier la dimension limitante du langage humain, ce qui peut s'avérer utile en matière d'astrophysique, en particulier pour l'interprétation d'images du Cosmos.

Ayant établi en quoi le machine learning et les réseaux de neurones apportent une aide aux scientifiques, citons quelques exemples concrets du potentiel rôle de l'IA en la matière :

- Caractériser la texture de l'univers : amplitude et forme des fluctuations, vitesse d'expansion, densité. Très concrètement, la capacité des réseaux de neurones à « voir différemment » de l'œil humain pourrait se révéler utile quand on remonte l'observation de l'univers au-delà de 10 milliards d'années, la lumière qui arrive jusqu'au télescope étant alors trop faible pour former une image com-

plète et intelligible. Par ailleurs, les futures données du télescope de l'observatoire Vera-C.-Rubin pourraient fournir l'information permettant d'affiner la mesure exacte de la constante Hubble-Lemaître, autre nom donné à la vitesse d'expansion de l'univers.

- Tri et classification, notamment des galaxies, dont les images permettent de les catégoriser (spirales, elliptiques, avec et sans noyaux), et dont les spectres permettent d'estimer leur distance dans l'Univers.
- Simulation permettant aux scientifiques de mieux comprendre des phénomènes comme l'évolution des galaxies et formation des trous noirs.
- Prospective : l'analyse d'un volume considérable de données empiriques permet à l'IA de pouvoir identifier des patterns qui permettraient de « prédire » certains événements astronomiques (supernova, sursaut gamma).

Du fait de leur complexité, les applications en astrophysique pourraient également permettre au machine learning de mieux « apprendre à apprendre ». Les deux disciplines (IA et astrophysique) peuvent donc s'alimenter mutuellement dans une synergie positive.

Du fait des bonds quantitatifs et qualitatifs qu'elle rend possible, l'intelligence artificielle semble ainsi amenée à jouer un rôle significatif dans les futures recherches en astrophysique. Le machine learning pourrait en effet permettre aux scientifiques de percer à jour certaines thématiques qui demeurent nappées d'un halo de mystère, à l'instar de l'énergie noire. Il faut néanmoins se prémunir contre toute surinterprétation et tout optimisme exacerbé qui confinerait au sensationnalisme. Si l'IA bénéficie de fait d'une supériorité sur l'homme dans la détection et classification de données massives et d'informations parcellaires, les réseaux de neurones présentent également des angles morts et le machine learning forme un « langage interne » qui comprend une certaine part d'opacité. Brice Ménard parle ainsi du « challenge » consistant à décrypter le langage interne des réseaux de neurones, suggérant par la même qu'un recours excessif à ce type d'outil pourrait grever les recherches d'une problématique méthodologique.

1. <https://www.aquila-consortium.org/projects/>
2. <https://www.canal-u.tv/chaines/iap/astrophysique-et-intelligence-artificielle>
3. <https://medium.com/neuralmagic/2012-a-break-through-year-for-deep-learning-2a31a6796e73>
4. <https://eu.lcsun-news.com/story/life/2021/07/31/artificial-intelligence-and-structure-universe/5418098001/>
5. <https://hackaday.com/2022/10/20/render-yourself-invisible-to-ai-with-this-adversarial-sweater-of-doom/>

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.